

RCS : CAEN Code greffe : 1402

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de CAEN atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1999 B 00567 Numéro SIREN : 428 240 287 Nom ou dénomination : CARREFOUR SUPPLY CHAIN
--

Ce dépôt a été enregistré le 29/07/2021 sous le numéro de dépôt 6279

CARREFOUR SUPPLY CHAIN

SAS au capital de 42.533.524 euros
Siège social : MONDEVILLE (14120) – Z.I. Route de Paris
428 240 287 RCS CAEN

DECISIONS PRISES PAR LES ASSOCIES LE 30 JUIN 2021

AFFECTATION DU RESULTAT

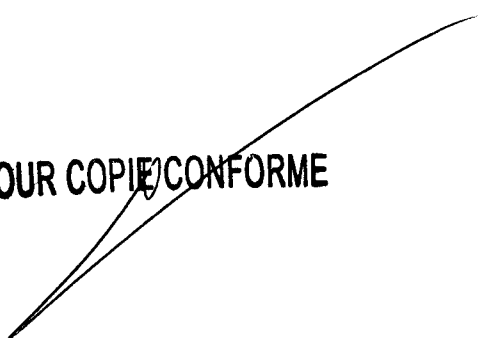
TROISIEME DECISION

Les associés, approuvant la proposition du président, décident d'affecter le bénéfice net comptable de l'exercice clos le 31 décembre 2020, soit 1.347.532,82 euros, au poste « Report à Nouveau », dont le solde débiteur est ainsi ramené à – 56.149.302,31 euros.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du code général des impôts, les associés prennent acte de ce qu'il leur a été rappelé qu'aucun dividende n'a été distribué au titre des trois exercices précédents.

Cette décision est adoptée à l'unanimité.

POUR COPIE CONFORME





KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Carrefour Supply Chain S.A.S.

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

POUR COPIE CONFORME

Exercice clos le 31 décembre 2020
Carrefour Supply Chain S.A.S.
ZI route de Paris - 14120 MONDEVILLE

KPMG SA
société française membre du réseau
KPMG constitué de cabinets
indépendants adhérents de KPMG
International Limited, une société de
droit anglais ("private company limited
by guarantee").

SA
Société de commissariat aux comptes
Siège social : Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
775726417 RCS NANTERRE



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Carrefour Supply Chain S.A.S.

ZI route de Paris - 14120 MONDEVILLE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

À la collectivité des associés de la société Carrefour Supply Chain,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos soins, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Carrefour Supply Chain S.A.S. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues

KPMG SA
société française membre du réseau
KPMG constitué de cabinets
indépendants adhérents de KPMG
International Limited, une société de droit
anglais ("private company limited by
guarantee").

SA
Société de commissariat aux comptes
Siège social : Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
775726417 RCS NANTERRE

sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :



Carrefour Supply Chain S.A.S.
Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels
31 décembre 2020

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 30 juin 2021

KPMG SA

Caroline Bruno Diaz

Associée

COMPTES ANNUELS

1. BILAN AU 31/12/2020

1.1. BILAN ACTIF

Rubriques	Montant brut	Amort. Prov.	Net 31/12/2020	Net 31/12/2019
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	1 365 817	159 120	1 206 697	89 292
Fonds commercial	4 330 241	3 038 461	1 291 779	1 451 698
Autres immobilisations incorporelles	13 687 333	10 048 313	3 639 020	3 419 020
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	2 991 274	142 242	2 849 032	2 849 032
Constructions	203 918 853	87 984 702	115 934 151	70 917 529
Installations techniques, mat. et outillage	169 193 795	114 694 476	54 499 319	52 262 011
Autres immobilisations corporelles	23 788 557	20 313 853	3 474 704	4 059 039
Immobilisations en cours	24 352 603		24 352 603	55 589 148
Avances et acomptes				4 693 570
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	5 715 448		5 715 448	6 236 528
ACTIF IMMOBILISE	449 343 921	236 381 168	212 962 753	201 566 867
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	1 174		1 174	1 153
Avances, acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	123 711 186	2 707 106	121 004 080	128 429 326
Autres créances	172 110 606	1 231 401	170 879 205	158 155 853
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
(Donc actions propres) :				
Disponibilités	1 190		1 190	117 594
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	26 145 004		26 145 004	24 442 624
ACTIF CIRCULANT	321 969 160	3 938 507	318 030 653	311 146 550
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	771 313 081	240 319 675	530 993 406	512 713 417

1.2. BILAN PASSIF

Rubriques	Exercice au 31/12/2020	Exercice au 31/12/2019
Capital social ou individuel (dont versé : 42 533 524)	42 533 524	42 533 524
Primes d'émission, de fusion, d'apport	27 629 852	27 629 852
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	23 729	23 729
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. Fluct cours :)		
Autres réserves (dont achat œuvres orig. artistes :)		
Report à nouveau	(57 496 835)	(61 180 290)
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	1 347 533	3 683 454
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	29 061 509	21 587 123
CAPITAUX PROPRES	43 099 312	34 277 393
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	12 828 341	11 130 590
Provisions pour charges	88 249 074	91 261 134
PROVISIONS	101 077 414	102 391 724
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	193 787	
Emprunts et dettes financières divers (dt empr. Partic :)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	200 546 124	195 307 590
Dettes fiscales et sociales	164 907 405	158 944 804
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	12 411 808	18 335 992
Autres dettes	8 757 556	3 457 580
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	386 816 680	376 045 966
Ecart de conversion passif		(1 666)
TOTAL GENERAL	530 993 406	512 713 417

2. COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2020

	France	Exportation	Exercice au 31/12/2020	Exercice au 31/12/2019
Ventes de marchandises	70 312		70 312	113 193
Production vendue de biens	4 854 043		4 854 043	6 460 520
Production vendue de services	1 710 761 575		1 710 761 575	1 655 852 639
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	1 715 685 930		1 715 685 930	1 662 426 353
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dép., prov. (et amortissements), transferts de charges			16 667 430	30 655 666
Autres produits			12 067 732	14 918 772
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION			1 744 421 092	1 708 000 790
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			56 708	1 374 541
Variation de stock (marchandises)			(22)	1 442
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			1 251 185 377	1 224 454 003
Impôts, taxes et versements assimilés			25 338 782	24 712 088
Salaires et traitements			260 091 550	256 827 552
Charges sociales			130 055 007	122 875 320
Dotations d'exploitation :				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			30 600 570	23 496 436
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			2 931 788	1 816 743
Dotations aux provisions			17 328 836	22 130 815
Autres charges			16 036 662	15 104 994
CHARGES D'EXPLOITATION			1 733 625 259	1 692 793 933
RESULTAT D'EXPLOITATION			10 795 834	15 206 857
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			60 800	76 247
Reprises sur provisions et transferts de charges				7 336
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			60 800	83 583
Dotations financières aux amortissements et provisions				
Intérêts et charges assimilées				1 934
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES				1 934
RESULTAT FINANCIER			60 800	81 649
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			10 856 634	15 288 506

CARREFOUR SUPPLY CHAIN

Comptes annuels au 31/12/2020

Produits exceptionnels sur opérations de gestion	734 269	4 566
Produits exceptionnels sur opérations en capital	11 992	156 942
Reprises sur provisions et transferts de charges	9 818 581	23 774 122
PRODUITS EXCEPTIONNELS	10 564 841	23 935 629
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	6 773 011	19 253 172
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	725 163	3 747 318
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	10 331 465	11 079 335
CHARGES EXCEPTIONNELLES	17 829 639	34 079 824
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(7 264 798)	(10 144 195)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	2 078 140	1 842 381
Impôts sur les bénéfices	166 162	(381 524)
TOTAL DES PRODUITS	1 755 046 734	1 732 020 003
TOTAL DES CHARGES	1 753 699 201	1 728 336 548
BENEFICE OU PERTE	1 347 533	3 683 454

ANNEXE COMPTABLE

1. DEROGATIONS AUX PRESCRIPTIONS COMPTABLES

Modifications affectant les méthodes d'évaluation et la présentation des comptes

Aucune dérogation significative aux prescriptions comptables.

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

2. EVENEMENTS CARACTERISTIQUES

2.1. Evénements significatifs de l'exercice

Au cours de l'année 2020, la pandémie de Covid-19 a frappé durement l'économie mondiale et a engendré une situation grave et inédite. Face à cette pandémie, les équipes de Carrefour ont fait preuve de réactivité, afin d'assurer la continuité de la distribution alimentaire, puis de répondre aux nouvelles attentes des consommateurs dans un environnement complexe et en évolution rapide.

Etant une entreprise de première nécessité en tant que distributeur alimentaire, Carrefour a pu continuer à opérer normalement durant les périodes de confinement strict.

Ainsi, dans ce contexte, la crise sanitaire n'a pas affecté la capacité de la société à poursuivre ses activités.

3. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice sont établis en conformité avec les règles comptables définies dans le règlement ANC n° 2014-03 mis à jour de l'ensemble des règlements l'ayant modifié par la suite.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base qui ont pour objet de fournir une image fidèle de l'entreprise :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables ;
- Indépendance des exercices.

PRINCIPES GENERAUX

- **Immobilisations incorporelles**

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat plus frais accessoires, hors frais d'acquisition).

Les immobilisations, qualifiées d'immobilisations incorporelles qui sont à durée d'utilité définie, sont amorties selon le mode linéaire sur des périodes qui correspondent à leur durée d'utilité prévue.

Les logiciels sont amortis sur une durée économique de 3 à 4 ans. Pour ceux acquis avant le 1^{er} janvier 2017, ils sont, fiscalement, amortis sur 12 mois par un amortissement dérogatoire.

Les immobilisations incorporelles dont la durée d'utilisation est **non** limitée sont soumises à un test de dépréciation annuel :

Fonds de commerce de détail : La valeur des fonds est examinée en fonction de critères fondés sur l'activité et la rentabilité. Dans tous les cas, une étude est faite pour déterminer la valeur des fonds, sur la base de cash-flows actualisés et une provision est constituée si la valeur d'usage est inférieure à la valeur comptable.

La provision pour dépréciation est imputée en priorité sur les malis, sur les fonds et en dernier lieu sur les actifs composant les fonds.

- **Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat plus frais accessoires, hors frais d'acquisition).

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée de vie économique probable, soit en mode linéaire, soit en mode dégressif, selon le plan d'amortissement suivant.

- Constructions : 40 ans.
- Agencements et aménagements de construction : 3 à 20 ans.
- Installations techniques, matériel et outillage : 2 à 10 ans.
- Matériel de transport : 5 ans.
- Matériel informatique : 3 à 5 ans.
- Mobilier de bureau : 5 à 10 ans.

La différence entre la dotation dégressive et la dotation linéaire est traitée en amortissement dérogatoire.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, l'amortissement est éventuellement complété d'une provision pour dépréciation si la valeur actuelle s'avère inférieure à la valeur nette comptable.

Les actifs dont les perspectives de rentabilité future ne permettent plus de recouvrer leur valeur nette comptable font l'objet d'une dépréciation. Cette dépréciation est déterminée par comparaison entre la VNC de l'actif et sa valeur d'utilité estimée par actualisation de Flux de trésorerie futurs sur la durée d'utilité.

- **Malis Techniques**

Les malis techniques ont été reclassés selon la nature de l'actif sous-jacent, soit en immobilisations incorporelles, corporelles ou financières à compter du 1^{er} janvier 2016.

- **Stocks de marchandises**

Le coût de revient des stocks de marchandises correspond au dernier prix d'achat majoré des frais accessoires, méthode adaptée à la rotation rapide des stocks qui ne génère pas d'écart significatif avec la méthode FIFO (« premier entré, premier sorti »).

Cette valorisation incorpore l'ensemble des éléments constitutifs du coût d'achat des marchandises vendues (à l'exception des gains et des pertes de change) et prend également en compte la totalité des conditions obtenues à l'achat de la part des fournisseurs (ristournes et coopérations commerciales).

La valeur nette de réalisation des stocks correspond au prix de vente estimé sur la base des perspectives d'écoulement, minoré des coûts additionnels nécessaires à la vente.

Une provision est constituée lorsque le prix de vente probable devient inférieur à la valeur d'inventaire.

- **Créances et dettes**

Les créances et les dettes sont comptabilisées à leur valeur nominale.

Pour les créances, une provision pour dépréciation est constituée selon les critères d'antériorité et/ou de situation du débiteur.

- **Achats consommés**

Les frais accessoires d'achats (frais de transport, ...) sont comptabilisés en achats consommés.

- **Parties liées**

Au cours de l'exercice, il n'est intervenu aucune transaction significative non conclue à des conditions normales de marché avec des parties liées.

- **Provisions réglementées**

Les provisions réglementées sont constituées selon les règles fiscales en vigueur.

- **Provisions pour risques et charges**

Les provisions sont comptabilisées lorsqu'à la date de clôture, il existe une obligation actuelle, juridique ou implicite qui résulte d'un fait générateur passé dont le montant peut être estimé de manière fiable et dont il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation. Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou contractuel. Ces provisions sont estimées selon leur nature en tenant compte des hypothèses les plus probables. Les montants sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif.

- **Les indemnités de départ à la retraite et les médailles du travail**

Une indemnité de fin de carrière est versée aux salariés partant à la retraite.

Les engagements correspondant aux droits acquis par le personnel à la clôture s'élèvent à 72 564 259 euros et peuvent être couverts par des contrats d'assurance souscrits auprès d'organismes extérieurs. Lorsque ces contrats sont inférieurs au montant total de l'engagement, une provision correspondant à cet écart est comptabilisée au passif du bilan soit **72 564 259** euros.

Le montant de l'engagement se décompose en :

- 61 811 970 euros au titre des engagements de retraite ;
- **10 752 289** euros au titre de la médaille du travail.

L'engagement est calculé annuellement par un actuair, selon la méthode des unités de crédits projetées en tenant compte des hypothèses actuarielles suivantes :

- Taux d'actualisation : **0.40 %**
- Taux moyen d'évolution des salaires : **2.2 %**
- Taux de charges sociales : **43 %**

L'hypothèse de calcul retenue est basée sur :

- Un départ à l'initiative du salarié ;
- Un âge de départ à la retraite à 63 ans.

4. BILAN ET COMPTE DE RESULTAT

Sauf indications contraires, les valeurs mentionnées ci-après sont exprimées en euros.

4.1. ACTIF

4.1.1. Immobilisations incorporelles

	Valeur brute au 31/12/2019	Augmentations	Diminutions		Apports, fusions	Valeur brute au 31/12/2020
			Par virement de poste à poste	Par cession, Mise HS ou mise en équivalence		
Frais établissement						
Fonds acquis ou reçus	4 330 241					4 330 241
Fonds réévalués en 1976						
Autres immobilisations incorporelles	12 597 888	2 474 525		19 264		15 053 150
TOTAL	16 928 129	2 474 525		19 264		19 383 390

4.1.2. Immobilisations corporelles et financières

	Valeur brute au 31/12/2019	Augmentations	Diminutions		Apports, fusions	Valeur brute au 31/12/2020
			Par virement de poste à poste	Par cession, Mise HS ou mise en équivalence		
Terrains	2 991 274					2 991 274
Constructions sur sol propre	44 974 116	5 345 451		336 684		49 982 883
Construction sur sol d'autrui	3 742 228					3 742 228
Instal générales, agencement	96 224 094	54 494 099		524 451		150 193 742
Installations, matériels	158 122 453	15 564 296		4 492 954		169 193 795
Autres immos. Corporelles :						
Installations techniques, matériels et outillages						
Matériel de transport	918 387			82 076		836 312
Matériel de bureau et informatique, mobilier	21 992 567	1 294 443		334 765		22 952 246
Emballages récupérables et divers						
Immobilisations en cours	55 589 148	26 914 602	58 151 146			24 352 603
Avances et acomptes	4 693 570		4 693 570			
TOTAL IMMOS CORPORELLES	389 247 838	103 612 891	62 844 717	5 770 930		424 245 083
Participations						
Autres immobilisations financières	6 236 528	111 124		632 204		5 715 448
TOTAL IMMOS FINANCIERES	6 236 528	111 124		632 204		5 715 448
TOTAL	395 484 367	103 724 015	62 844 717	6 403 135		429 960 531

4.1.3. Amortissements des immobilisations incorporelles

	Amortissement au 31/12/2019	Augmentations	Diminutions	Virements de poste à poste	Apports, fusions	Amortissement au 31/12/2020
Frais établissement						
Fonds acquis ou reçus	2 878 542	159 919				3 038 461
Fonds réévalués en 1976						
Autres immobilisations incorporelles	9 087 985	1 075 532	18 412			10 205 841
TOTAL	11 966 527	1 296 187	18 412			13 244 302

4.1.4. Amortissements des immobilisations corporelles

	Amortissement au 31/12/2019	Augmentations	Diminutions	Virements de poste à poste	Apports, fusions	Amortissement au 31/12/2020
Terrains						
Constructions et agencements	73 279 570	14 690 590	670 537			87 241 362
Installations - Matériels	105 860 442	12 817 638	3 981 129			114 694 476
Autres Immos corporelles	18 851 916	1 856 891	394 954			20 313 853
TOTAL	197 991 927	29 304 383	5 046 620			222 249 691

4.1.5. Malis Techniques

	Montant Net à l'ouverture	Montant Brut à la clôture	Amortissements	Provisions pour dépréciation	Montant Net à la clôture
Fonds de Commerce	169 267	169 267			169 267
Terrain					
Construction					
Autres immobilisations corporelles					
Titres de Participation					
TOTAL	169 267	169 267			169 267

4.1.6. Etat des échéances des créances

Chiffres exprimés en euros	Montant Brut au 31/12/2020	Moins d'un an	Plus d'un an
ACTIF IMMOBILISE :	5 715 448	0	5 715 448
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	5 715 448		5 715 448
ACTIF CIRCULANT :	321 966 797	321 966 797	0
Créances clients	123 711 186	123 711 186	
Etat : impôts et taxes diverses	37 053 975	37 053 975	
Autres créances	135 056 632	135 056 632	
Charges constatées d'avance	26 145 004	26 145 004	
TOTAL	327 682 245	321 966 797	5 715 448
Montants des prêts accordés au cours de l'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			

4.1.7. Produits à recevoir

Produits à recevoir inclus dans les postes du bilan	Montants (TTC)
Autres Immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	15 412 523
Autres créances	1 933 549
Disponibilités	
TOTAL	17 346 072

4.2. PASSIF

4.2.1. Capital Social

Le capital social est de 42 533 524 euros divisé en 42 533 524 actions de chacune 1,00 euros.

Aucune modification sur l'année.

4.2.2. Variation des capitaux propres

Variation des capitaux propres	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Distributions de dividendes	Affectation du résultat N-1	Virement de poste à poste	Apports, fusions	Clôture
Capital	42 533 524							42 533 524
Prime d'émission, fusions, Apport	27 629 852							27 629 852
Ecart de réévaluation								
Réserve légale	23 729							23 729
Réserves réglementées								
Autres réserves								
Report à nouveau	(61 180 290)				3 683 454			(57 496 835)
Résultat de l'exercice	3 683 454	1 347 533			-3 683 454			1 347 533
Subventions d'investissement								
Provisions réglementées	21 587 123	10 294 465	2 820 079					29 061 509
TOTAL	34 277 393	1 347 533						43 099 312

4.2.3. Détail des provisions par nature

	Valeur brute au 31/12/2019	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Apports, fusions	Valeur brute au 31/12/2020
Provisions réglementées :	21 587 123	10 294 465	2 820 079		29 061 509
- Amortissements dérogatoires	21 587 123	10 294 465	2 820 079		29 061 509
- Provisions pour hausse de prix					
- Autres provisions réglementées					
Provisions pour risques et charges :	102 391 724	17 365 836	18 680 146		101 077 414
- Provisions risque clients					
- Provisions risque fournisseur	9 400	118 826			128 226
- Provisions risque personnel	2 559 659	882 817	1 935 892		1 506 584
- Provisions risques litige contrats procès	0	300 000			300 000
- Provisions autres risques	18 250 941	11 264 907	10 025 628		19 490 220
- Provisions charges IDR	67 834 456	4 799 286	69 483		72 564 259
- Autres provisions pour charge	13 737 268		6 649 143		7 088 126
Provisions pour dépréciation :	3 489 277	2 931 788	1 595 383		4 825 682
- Sur immobilisations incorporelles	1 592				1 592
- Sur immobilisations corporelles	885 583				885 583
- Sur immobilisations financières					
- Sur stock					
- Sur actif circulant clients douteux	2 087 567	1 832 695	1 213 156		2 707 106
- Sur actif circulant fournisseurs débiteurs	514 536	1 099 093	382 228		1 231 401
TOTAL	127 468 124	30 592 090	23 095 608		134 964 606
Dont :					
- Exploitation		20 260 624	13 277 028		
- Financier					
- Exceptionnel		10 331 465	9 818 581		

4.2.4. Etat des échéances des dettes

DETTES	Montant brut au 31/12/2020	Moins d'1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	193 787	193 787		
Emprunts et dettes financières divers				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	200 546 124	195 249 772	4 329 209	967 143
Personnel et comptes rattachés	61 688 635	61 688 635		
Dette sécurité sociale et organismes sociaux	42 563 131	42 563 131		
Dettes fiscales	60 655 639	60 655 639		
Autres dettes	8 757 557	8 757 557		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	12 411 808	12 411 808		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	386 816 681	381 520 329	4 329 209	967 143
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				

4.2.5. Charges à payer

Charges à payer incluses dans les postes du bilan	Montants (TTC)
Emprunts et dettes établissements de crédit	
Fournisseurs et comptes rattachés	148 201 435
Dettes fiscales et sociales	86 093 284
Autres dettes	
Fournisseurs et comptes rattachés Immobilisations	10 075 417
TOTAL	244 370 136

4.2.6. Charges et produits constatés d'avance

	Exploitation	Financier	Exceptionnel	TOTAL
Charges constatées d'avance	26 145 004			26 145 004

4.3. RESULTAT**4.3.1. Ventilation du chiffre d'affaires**

Ventilation du chiffre d'affaires	Montants
<u>Répartition par secteur d'activité :</u>	
- Ventes de marchandises en l'état	70 312
- Productions de biens	4 854 043
- Prestations de services	1 710 761 575
	1 715 685 930
<u>Répartition par marché géographique :</u>	
- France	1 715 685 930
- Etranger	
	1 715 685 930

4.3.2. Produits et charges exceptionnels

Produits et charges exceptionnels	Montants
Produits exceptionnels :	10 564 841
- Sur opérations de gestion	734 269
- Rentrées sur créances amorties	
- Produits de cession sur immobilisations incorporelles	
- Produits de cession sur immobilisations corporelles	11 992
- Produits de cession sur immobilisations financières	
- Autres produits sur opérations en capital	
- Reprise et Reliquats amortissements dérogatoires	2 820 079
- Reprise provisions pour investissements	
- Reprise provisions pour hausse de prix	
- Reprise provisions risques légaux	
- Reprise provisions pour litiges divers	
- Reprise provisions autres risques et charges	6 998 502
- Reprise provisions dépréciation d'actif	
Charges exceptionnelles :	17 829 637
- Sur opérations de gestion	5 816 816
- Frais de personnel	956 135
- Amendes et Pénalités	60
- Valeur comptable des immobilisations incorporelles cédées	852
- Valeur comptable des immobilisations corporelles cédées	724 311
- Valeur comptable des immobilisations financières cédées	
- Autres charges exceptionnelles sur opérations en capital	
- Dotations aux amortissements dérogatoires	10 294 465
- Dotations provisions pour investissement	
- Dotation provisions pour hausse de prix	
- Provisions pour risques légaux	
- Dotations provisions pour litiges divers	
- Dotations provisions autres risques	37 000
- Dotation provision dépréciation d'actif	

4.3.3. Participation des salariés

La société entre dans le champ de l'accord dérogatoire de la participation groupe dont les éléments de calcul et le périmètre ont été renégociés avec les partenaires sociaux le 29/06/2018.

4.3.4. Impôt sur les bénéfices

	Résultat avant impôt	Impôt
Résultat courant	10 856 634	4 329 276
Résultat exceptionnel - participation	(9 342 938)	-4 230 472
Contribution sociale de 3.3 %		0
Ecart IS N-1		67 358
TOTAL :	1 513 696	166 163
Les avoirs fiscaux et crédits d'impôt sont déduits de l'impôt sur résultat courant. Les plus ou moins values et les corrections d'ordre fiscal sont retenues en fonction de leur nature.		

5. AUTRES INFORMATIONS

5.1. ACCROISSEMENTS ET ALLEGEMENTS DE LA DETTE FUTURE D'IMPOT

	Situation en fin d'exercice	Montant de l'impôt (1)
CREANCES :		
Provisions non déductibles l'année de la comptabilisation		
Provisions pour dépréciation Immobilisations	0	0
Provisions pour dépréciation des stocks	0	0
Provisions pour dépréciation autres actifs circulants	0	0
Provisions Risques et Charges	82 473 427	22 680 192
Participation	2 078 140	571 489
Provisions pour congés payés	0	0
Contribution sociale de solidarité, taxe sur les grandes surfaces	1 900 000	522 500
Abattements sur stock	0	0
Fidélité	0	0
TOTAL :	86 451 567	23 774 181
DETTES :		
Provisions Risques et Charges		
Provisions réglementées :		
- Provision pour hausse des prix	0	0
- Amortissements dérogatoires	29 061 509	7 991 915
Subventions d'équipement	0	0
Plus-values de fusion restant à réintégrer	623 848	171 558
Coupons d'obligations non déchus		
TOTAL :	29 685 357	8 163 473
ELEMENTS A IMPUTER :		
Moins-values à long terme		
Amortissements différés		
Déficits reportables fiscalement		
TOTAL :		
ELEMENTS DE TAXATION EVENTUELLE :		
Réserve spéciale des plus-values à long terme		
Provision pour investissement	0	0
TOTAL :		

(1) Le taux d'IS utilisé est 27.5 %.

5.2. INCIDENCES DES DISPOSITIONS FISCALES SUR LE RESULTAT

Incidences des dispositions fiscales sur le résultat	Montants
Résultat net de l'exercice	1 347 533
Impôt sur les bénéfices et contributions additionnelles (y compris impact CICE et CIR)	166 162
Résultat avant impôt	1 513 695
<u>Variation des dotations et reprises de provisions réglementées :</u>	7 474 386
- Amortissements fiscaux dérogatoires	7 474 386
- Provision pour hausse des prix	
- Provision pour investissement	
Résultat avant impôt hors incidences des dispositions fiscales	8 988 081

5.3. VENTILATION DE L'EFFECTIF

Effectifs	Personnel salarié
Cadres	678
Agents de maîtrise	1 048
Employés, ouvriers	6 304
TOTAL :	8 030

5.4. ENGAGEMENTS HORS BILAN

5.4.1. Les engagements donnés et les engagements reçus

Engagements donnés	Total	Moins d'1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Liés à la trésorerie :				
- Cautions				
- Nantissements				
- Autres				
Liés aux acquisitions de titres :				
- Engagements d'achats de titres				
- Garanties de passifs				
- Engagement vente de titres				
Liés aux acquisitions de fonds :				
- Engagements d'achat de fonds				
- Engagements de vente de fonds				
Liés aux locations	351 148 965	95 862 630	231 528 727	23 757 608
Liés aux prestations de services	260 523 831	189 378 504	71 145 326	
Liés à l'exploitation / à l'immobilier / l'expansion	12 408 264	1 530 820	10 647 434	230 010
TOTAL	624 081 060	286 771 954	313 321 487	23 987 618
Engagements reçus	Total	Moins d'1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Liés à l'exploitation / à l'immobilier / l'expansion				
Créances garanties				
Liés aux acquisitions de titres :				
- Options d'achat de titres				
Liés aux acquisitions de biens immobiliers :				
- Options de biens immobiliers				
Liés aux acquisitions de fonds :				
- Engagements de ventes de fonds				
Liés aux locations				
Liés aux locations gérance				
TOTAL				

5.5. IDENTITE DE LA SOCIETE CONSOLIDANTE

Les comptes de la société sont inclus, suivant la méthode de l'intégration globale, dans les comptes consolidés de :

CARREFOUR SA

Au capital de 2 044 059 600 euros

Ayant son siège social à : MASSY Cedex (91300)

93, Avenue de Paris

R.C.S EVRY 652 014 051

5.6. INTEGRATION FISCALE

La société est intégrée fiscalement depuis le 01/01/2001 dans Carrefour SA.

L'impôt constaté par la société est celui qu'elle aurait supporté si elle était restée imposée séparément.

Cet impôt est détaillé au point 4.3.4